Cahier de doléances du Tiers État de Moisselles (Val-d'Oise)

Cahier de plaintes, doléances, remontrances et représentations des habitants de la paroisse de Moisselles, aujourd'hui quatorzième jour d'avril 1789.

Les paroissiens, assemblés au son de la cloche en la manière accoutumée, après la lecture des lettres du Roi et de l'ordonnance de M. le prévôt de Paris, faite au prône de la messe paroissiale dudit lieu, le douzième avril de ladite année, sous la présidence du sieur Bernard, chargé des pouvoirs de M. le bailli d'Auguien comme officier de justice, et du sieur Leblanc, syndic de la municipalité, ont procédé audit cahier de la manière et ainsi qu'il suit.

Art. 1^{er}. Que l'impôt soit réparti également sur tous les biens-fonds des propriétaires sans aucune exception et sur tous les individus des trois ordres ; qu'en conséquence tous privilèges soient anéantis.

Art. 2. Qu'il est infiniment intéressant que les Etats généraux prennent les mesures convenables pour assurer aux peuples le prix modéré des grains dans les années de disette, en conciliant la» liberté due au commerce, la protection que mérite le cultivateur et la nécessité de mettre des bornes à la trop grande élévation du prix des grains, qui attaque directement la subsistance de l'individu, la première de toutes les considérations.

Art. 3. Le vœu des habitants de Moisselles est que, dans la salle des Etats généraux, les places soient occupées sans distinction de province et de députation, afin d'éviter tout ce qui pourrait laisser présumer quelque prééminence de l'une des provinces sur l'autre.

Art. 4. Que les membres des Etats généraux ne répondent dans aucun cas de ce qu'ils auront dit ou fait dans les Etats généraux.

Art. 5. Que la nation se trouvant réunie elle rentre dans tous ses droits, et qu'en conséquence tout impôt établi doit être déclaré nul comme n'étant pas consenti par la nation, qui seule à le pouvoir ; que cependant ils consentent à accorder l'impôt dans l'état qu'il est aujourd'hui, mais seulement pour la durée des Etats généraux.

Art. 6. Que toute personne, détenue ou arrêtée de quelque manière que ce soit, soit interrogée dans les vingt-quatre heures, et qu'il soit statué sur sa détention dans le plus court délai possible ; que l'élargissement provisoire soit toujours accordé en fournissant caution, si ce n'est dans le cas où le détenu serait prévenu d'un délit qui entraînerait punition corporelle.

Art. 7. Que, lorsqu'un accusé aura été reconnu innocent, il lui soit accordé une indemnité proportionnée au préjudice qu'il aura souffert, et ce, sur un fonds particulier qui lui sera assigné par les Etats généraux, lequel fonds pourra être le même que celui sur lequel se prennent les frais de justice.

Art. 8. Que l'industrie, les arts et le commerce jouissent de la plus grande liberté et soient délivrés de tout impôt.

Art. 9. Attendu la courte durée des baux qui empêchent le cultivateur de donner à sa terre l'engrais dont elle est susceptible et de la marnier lorsqu'elle en a besoin, dans la crainte d'en être dépossédé au moment où il jouit de son travail, que lesdits baux soient prolongés et fixés au moins à dix-huit années, objet très-utile à l'agriculture et qui demande la plus grande attention.

Art. 10. Que la vente d'une terre ne casse pas les baux ainsi que ceux des biens de mainmorte, comme par mort, mutation des usufruitiers, vu le tort que cela fait au cultivateur, qui se trouve privé de son étal et fort souvent dans l'impossibilité de se procurer d'autre fermage.

Art. 11. Vu la gêne que donne au cultivateur le droit de champart, en ce qu'il ne peut enlever ses gerbes que vingt-quatre heures après avoir averti le champarteur, dont il résulte des pertes considérables occasionnées par le changement de temps pendant cet intervalle, demander que tout droit de champart puisse être remboursé dévalué, sur le prix de l'estimation qui en sera faite de gré à gré ou par expert ; et pour conserver au seigneur sa directe sur les terres qui étaient sujettes au champart, lui accorder un cens qui sera fixé à une somme égale au prix moyen des pièces voisines, et dans le cas où le droit de champart aurait fait partie d'une substitution, ou appartînt à un bénéficiaire, il en sera fait un emploi représentatif, soit en héritage, soit dans les fonds publics, et le remboursant autorisé à déposer jusqu'à l'emploi, après toutefois avoir averti deux mois d'avance.

Art. 12. Comme la dîme présente les mêmes inconvénients que l'on vient de reprocher au champart, il est très-intéressant pour le cultivateur qu'on puisse également l'anéantir ; et pour en tenir lieu à ceux qui ont droit de la percevoir, il sera fait une évaluation de son produit annuel, année commune, à raison du produit des dix dernières années, et ce prix moyen formera la redevance représentative de la dîme, laquelle somme sera payée annuellement et à perpétuité au décimateur.

Art. 13. Que les capitaineries soient abolies et que la destruction du gibier soit généralement accordée dans tout le royaume, et que, dans le cas de délit, il soit permis à différents particuliers de se joindre ensemble pour former leur demande solidaire en dommages-intérêts et conséquemment remédier à l'abus qui existe aujourd'hui qui en ôte la liberté en assujettissant les plaignants à ne faire que des demandes personnelles, et qui donne des entraves si considérables que la plupart des personnes fondées à se plaindre aiment mieux sacrifier leurs intérêts que de risquer un procès qu'elles ne se trouvent pas en état de soutenir ; qu'il soit défendu aux gardes-chasses de tuer les chiens qui s'échappent en plaine comme étant animaux domestiques et nécessaires.

Art. 14. Qu'il soit permis aux cultivateurs de couper les foins et autres denrées propres à la nourriture des bestiaux quand ils le jugeront à propos, et qu'il soit permis de faire les chaumes aussitôt la moisson finie, sans être forcés d'attendre qu'ils soient pourris par les pluies.

Art. 15. Le seigneur s'empare des voiries, des chemins des communes : tout terrain vague entre dans son lot ; il ne reste plus de pâturages. La pauvre famille, qui ci-devant trouvait à nourrir une vache, ne peut plus en avoir depuis que tout est en culture ; il ne reste plus d'aliments pour les bestiaux ; les mères et nourrices sont dans l'embarras à la campagne pour avoir du lait à leurs enfants ; telle est la rapacité des seigneurs qui convoitent et prennent tout.

Art. 16. Que soit faite la suppression des péages et ponts qui occasionnent des dépenses excessives aux voituriers et aux rouliers.

Art. 17. Supprimer les abus qui se trouvent faits par les commis et qu'ils exercent sur les boissons lesquels commis ne cherchent qu'à tromper les débitants par des comptes absurdes. Le débitant désire au moins qu'il lui soit accordé un nombre fixe de boissons pour la consommation de sa maison, afin qu'il ne paye pas les droits qu'on nomme d'assiette, tels qu'il les a toujours payés pour sa consommation ; les droits sur les eaux-de-vie et autres boissons sont exorbitants ; il faudrait les supprimer.

Art. 18. Permettre aux fermiers cultivateurs qui sont dans des pays où il n'y a presque pas de territoire, de faire paître leurs bestiaux dans leurs tenues situées sur les territoires voisins ; c'est ce qui fait qu'en ne le faisant pas, leurs terres n'ont pas les engrais nécessaires pour avoir de bonnes récoltes.

Art. 19. Que les journaliers et les plus pauvres habitants soient exemptés de toute sorte d'impôts.

Art. 20. Que les lettres de surséance soient abolies. et qu'on ne puisse en accorder dans aucun cas et sous aucun prétexte.

Art. 21. Qu'il n'y ait dans les marchés de la province qu'un seul poids, une seule mesure et une seule jauge pour les vins : c'est très-nécessaire.

Art. 22. Que la mesure des terres soit aussi la même par tout le royaume, à raison de 22 pieds par perche et 100 perches par arpent.

Art. 23. La suppression des justices seigneuriales.

Qu'il soit établi de grands bailliages qu'où n'accordera qu'au mérite et à la pluralité des voix. Ils ne pourront être composés que d'une moitié du tiers-état, l'autre moitié sera prise dans la noblesse et le clergé et présidée tour à tour par la noblesse et le tiers état.

Art. 24. Supprimer les milices, qui font un tort considérable aux gens de la campagne, lesquels se cotisent secrètement en une somme de 24 livres chacun pour faire un sort aux miliciens, charge tellement conséquente, que cela les met dans le cas de faire des emprunts pour y faire face.

Art. 25. Que l'exportation des blés et farines soit défendue indéfiniment hors du royaume, et que ladite exportation ne soit permise que d'une province à l'autre, et sur les demandes des assemblées provinciales des provinces qui en auront besoin.

Art. 26. Qu'il soit défendu aux boulangers de campagne de vendre le pain plus cher qu'on ne le vend à Paris, quel qu'il soit.

Art. 27. Que les fautes graves soient personnelles, comme elles le sont en Angleterre ; que les parents des coupables n'en soient pas moins appelés aux charges et aux honneurs toutes les fois qu'ils le mériteront, et comme cet inconvénient paraît difficile à établir, vu l'ancien préjugé qui flétrit les parents des coupables, il faudrait infliger une peine contre quiconque reprocherait à un homme reconnu honnête le crime de son parent.

Art. 28. Que personne ne pourra posséder un bénéfice sans être engagé dans les ordres.

Art 29. Que tout possesseur de bénéfices ne pourra en tenir plusieurs ensemble, à moins que leur produit rassemblé ne s'élève pas à 1500 livres.

Art. 30. Que tout possesseur de bénéfices au-delà de ladite somme de 1500 livres soit tenu de résider.

Art. 31. Que les cures d'un produit modique soient élevées à 2000 livres, et que tous les curés ainsi augmentés, et ceux dont le revenu est plus considérable, soient tenus d'administrer les sacrements gratuitement, de même que les enterrements.

Art. 32. Que les vicaires soient aussi augmentés et qu'ils soient fixés à une somme de 1000 livres, afin de les mettre dans le cas d'exercer honnêtement leur ministère et de subvenir à l'entretien qu'exige leur état, laquelle sera complétée par le produit des bénéfices, qui deviendra disponible au moyen de la réduction portée en l'article 31 de ce cahier, et sur laquelle sera également complété le traitement de 2000 livres accordé aux curés.

Art. 33. Que, dans le cas de guerre, de changement de règne ou de régence, les Etats généraux s'assemblent dans l'espace de trois mois.

Art. 34. Que le retour des Etats généraux soit fixé à cinq ans.

Art. 35. Que les élections soient toujours renouvelées à chaque convocation des Etats généraux.

Art. 36. Qu'aucun impôt ou contribution ne soit jamais accordé que pour un temps limité, et au plus pour deux ans, à dater du jour de la dissolution des Etats généraux ; que lesdits impôts ne puissent être levés ni perçus passé ce jour, à peine contre les percepteurs d'être poursuivis comme concussionnaires.

Art. 37. Que la justice soit administrée promptement et gratuitement à tout le monde, et particulièrement aux pauvres, par juge compétent et non suspect.

Att. 38. Que les Etats généraux prennent une connaissance approfondie des déprédations qui peuvent avoir été commises dans l'administration des finances, et employer avec sagesse, justice et fermeté les moyens les plus propres à réparer les pertes que la nation en aurait éprouvées.

Art. 39. Que dans toutes les provinces et cantons du royaume, il y ait continuellement, et surtout dans les saisons et les années de calamité, des travaux publics suffisants, toujours ouverts à tous les pauvres qui seront en état de travailler, et qu'ils reçoivent un salaire proportionné au prix des denrées de première nécessité.

Art. 40. Que les Etats du royaume soient toujours représentés et composés de douze cents membres.

Art. 41. Que les représentants soient nommés, dans la proportion d'un pour l'ordre du clergé, de deux pour la noblesse, et trois au moins pour le tiers-état.

Art. 42. Que les Etats généraux ne terminent rien, autant qu'il sera possible, que la totalité des représentants ne soit réunie dans une assemblée générale.

Art. 43. Qu'il ne soit jamais pris aucune résolution définitive qu'après que l'objet aura été proposé, débattu et délibéré au moins deux fois dans l'assemblée générale.

Art. 44. Que l'on détruise les obstacles qui empêchent que le tiers-état ne puisse occuper toutes les charges et places quelconques, et qu'elles soient accordées au mérite.

Art. 45. Que les banqueroutes frauduleuses soient absolument défendues, sous peine de punition corporelle, et qu'elles soient regardées comme telles, à moins que le banqueroutier ne prouve très-clairement les pertes qu'il a éprouvées.

Art. 46. Que tout particulier ait droit, en allant et venant, de se servir des voitures qu'il jugera à propos, sans être assujéti à prendre des voitures publiques et encourir aucune amende, vu la cherté de ces voitures qui le plus souvent les mettent dans le cas d'aller à pied, dont il résulte une injustice marquée dans l'établissement de ces voitures qui gênent le public.

Art. 47. Que les seigneurs haut justiciers, à qui la loi accorde le droit de voirie et la faculté de planter des arbres le long des chemins, soient tenus de tenir compte au cultivateur des torts considérables que lui font les arbres, tant par leurs racines, qui dessèchent la terre à la distance au moins de 20 pieds de large, que par l'ombrage de cesdits arbres qui empêchent la végétation et sous lesquels il ne vient absolument rien.

Art. 48. Que le nouvel impôt des corvées soit supprimé ; tous les arbres qui sont plantés le long des grandes routes sont plus que suffisants, par leurs produits, pour l'entretien desdites grandes routes.

Art. 49. Que les Etats généraux, avant que de se séparer, conviendront de s'assembler de nouveau tous les cinq ans, et pour attendre le retour de cette assemblée, il sera formé un comité particulier, qu'on pourra appeler un comité national, composé au moins de 50 personnes choisies par les Etats généraux et parmi les membres, lequel comité aura le pouvoir de décider sur toute sorte d'objets d'administration pendant l'intervalle d'une assemblée à l'autre, de toutes lesquelles décisions il sera fait rapport aux assemblées générales subséquentes.

Art. 50. Que les lettres de cachet seront abolies, si ce n'est dans les cas urgents qui en seraient susceptibles ; mais elles ne pourront jamais être exécutées, en aucun cas, qu'après avoir été visées par le comité établi par l'article ci-dessus.

Art. 51. Que les ministres soient comptables aux Etats généraux de l'emploi des fonds qui leur seront confiés, et responsables auxdits Etats généraux de leur conduite, en tout ce qui sera relatif aux lois du royaume.

Art. 52. Qu'aucun emprunt, sous quelque forme qu'il puisse être, aucun papier circulant, aucun office ou commission, de quelque nature qu'ils soient, ne puissent être créés et établis que par la volonté et du consentement de la nation assemblée.

Art. 53. Que le sel, comme denrée de première nécessité, soit diminué, et que les bureaux de greniers à sel soient augmentés, afin d'en rendre l'achat plus facile.

Art. 54. Que la mendicité soit abolie, et que l'on avise aux moyens d'y remédier soit par une imposition sur les biens-fonds de la paroisse, soit par la diminution du revenu des riches abbayes ou autres gros bénéficiers.

Art. 55. Supprimer le droit de relief qui est exigible sur les biens féodaux par les seigneurs à chaque mutation.

Le présent cahier fait et arrêté par ladite assemblée par nous soussignés, que nous, Bernard et Le Blanc, en nosdites qualités, avons côté et paraphé ces dits jour et an.